



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Ministère de la Justice

MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE pour l'établissement d'une CHARTRE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES sur L'OPERATION D'EXTENSION DU TRIBUNAL JUDICIAIRE D'EVRY (91)

Ministère de la Justice, Département Immobilier de Paris Ile-de-
France

08/07/2024

Table des matières

ARTICLE 1 – CONTEXTE DE L’OPERATION	2
Préambule : objet du présent document	2
Les acteurs du projet.....	2
Présentation du site et des bâtiments – Implantation et accès.....	3
Présentation du projet d’extension	4
Impacts sur l’existant	4
Calendrier de l’opération.....	5
ARTICLE 2 – CONTENU DE LA MISSION	5
1. Charte chantier à faibles nuisances	5
2. Phases DCE, ACT et VISA	6
3. Suivi de chantier	7
ARTICLE 3 - CONFIDENTIALITE	7
ARTICLE 4 – ANNEXES	8
A - Clause environnementale : Optimisation des déplacements et véhicules propres	8
B - Pour information, allotissement envisagé pour la consultation travaux :.....	8
C - Plans et organisation du chantier :	8

ARTICLE 1 – CONTEXTE DE L'OPERATION

Préambule : objet du présent document

Le présent cahier des clauses techniques particulière (C.C.T.P) explicite le contenu et les conditions d'exécution des prestations attendues par la passation du présent marché.

La présente mission porte sur **une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre d'un chantier à faible impact, dans le cadre des travaux d'extension du tribunal d'Évry en site occupé**, avec la présence continue d'usagers (magistrats, justiciables, agents du ministère de la justice, etc.) et le maintien des activités de justice (audiences, détentions, etc.)

Il commence par contextualiser l'opération (programmation, localisation emplacement) et explicite ensuite les objectifs visés par l'établissement d'une **charte de chantier à faibles nuisances** et tout particulièrement le **suivi des nuisances sonores**, ainsi que la mise en place d'un **système de communication** à destination de toutes les parties prenantes de l'opération.

Le fait générateur de cette mission est l'inquiétude exprimée par les utilisateurs, en phase études, des nuisances, notamment sonores, qui seront engendrées par les travaux.

L'objectif de cette mission est **de prévenir, réduire et surveiller les nuisances** engendrées par le chantier, tout en assurant **une communication fluide avec les usagers et les riverains**.

Le périmètre du présent marché porte sur le projet **d'extension du tribunal judiciaire d'Évry (91)**.

Les acteurs du projet

Maîtrise d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage de la commande et du projet est le ministère de la justice.

Le pilotage du projet est animé par le département immobilier de Paris du Ministère de la Justice. Il anime tant les comités techniques que les comités de pilotages réunis à chaque phase du projet.

Etat – Ministère de la Justice

Secrétariat général

Délégation interrégionale de Paris-Ile-de-France

Département immobilier de Paris

1 quai de la Corse – 75181 Paris cedex 4

- Directrice du département immobilier : Elodie MONTAIN
- Directrice de projet : Inès MOKADDEM
- Cheffe de projet : Eva LATOUR

Les utilisateurs bénéficiaires du projet sont les magistrats et fonctionnaires du tribunal judiciaire d'Évry. Ils participent aux comités techniques et aux comités de pilotage.

Tribunal judiciaire d'Évry

- Président
- Procureur de la république
- Directrice de Greffe
- Cour d'Appel de Paris

Groupement de maîtrise d'œuvre

- Brossy et associés – SAS d'Architecture
- SAS MIZRAHI – BE Structure, Electricité, Fluides, Thermique, SSI, Economie
- SLG Paysage
- GRSP ingénierie – Désamiantage
- Clarity – BE acoustique et éclairage

AMO : CO-s

Bureau de Contrôle : Risk control

CSPS : Cobat-Coprev

OPC : Planet management

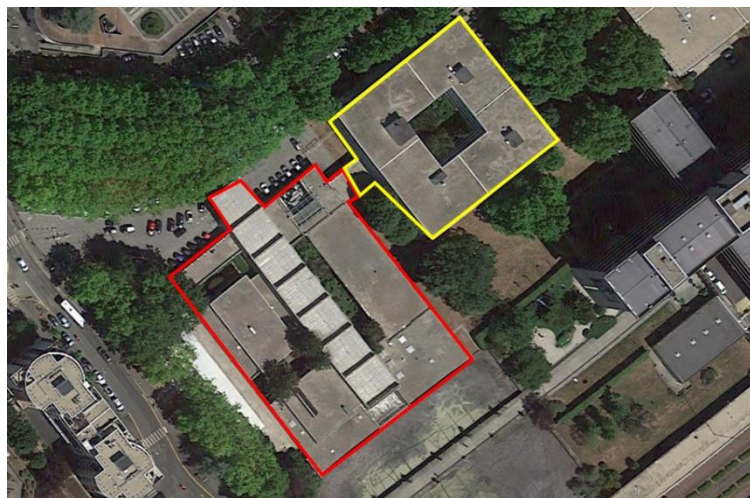
Présentation du site et des bâtiments – Implantation et accès

Le Tribunal Judiciaire d'Evry (TJ) est localisé au **9 rue des Mazières**, à Evry-Courcouronnes au nord-est du département de l'Essonne. D'une surface de 14 216 m² de surface de plancher, le bâtiment a été construit en 1975 et est mis à disposition par le Département. Il est composé de deux bâtiments reliés au rez-de-chaussée par un large couloir :

- Le **bâtiment dit des audiences** (rouge) de forme rectangulaire qui se développe sur deux niveaux (RDC et sous-sol). Ce bâtiment est le point d'entrée du public via la salle des pas perdus et regroupe la majorité des salles d'audiences publiques du tribunal (1 salle d'assises, 2 salles d'audiences publiques pénales et 12 salles d'audiences publiques civiles/pénales). Les avocats ont également leurs espaces dans ce bâtiment.
- Le **bâtiment dit administratif** (jaune) de forme carrée et présentant un patio central. Ce bâtiment se développe en superstructure sur 4 niveaux et regroupe l'ensemble des bureaux des agents (magistrats, greffiers...). Ce bâtiment présente également des petites salles d'audiences (TPE, etc) tandis que certains bureaux servent aux audiences dites de cabinet.

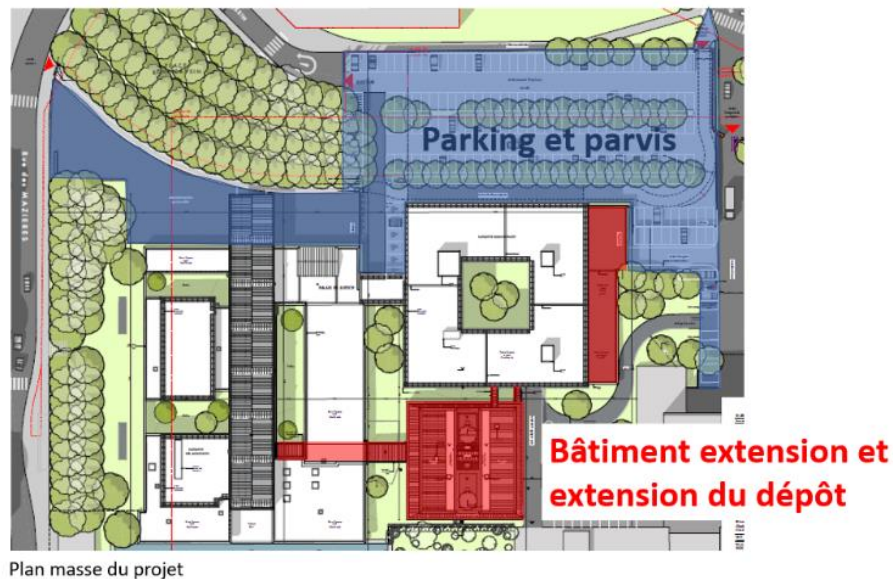
Emplacement du projet

Adresse du TJ : [Le tribunal est situé sis 9 rue Mazières – 91 012 Evry.](#)



Présentation des bâtiments

Présentation du projet d'extension



Le **projet d'extension du TJ d'Evry** (2 700 m² de SDP) vise à répondre aux besoins de la juridiction en salles d'audience, surface de bureaux, surface d'archives et cellules individuelles. Il est ainsi créé une extension de 3 étages (et un niveau de sous-sol) reliée aux deux bâtiments et comprenant :

- Une salle d'assises et une salle d'audience correctionnelle au RDC ;
- 324² d'archives au sous-sol (compactus), soit près de 3564 ml d'archives ;
- 2 niveaux de bureaux au R+2 et R+3 (et relié par une passerelle au R+2 du bâtiment administratif). En l'état, l'extension permettra la création d'une cinquantaine de postes de travail à destination du service correctionnel ;
- 14 cellules individuelles (18 cellules sont créés, tandis que 4 existantes sont supprimées).

A ces besoins, s'ajoute la volonté du ministère d'investir pour la réalisation de projets exemplaires en matière environnementale. La conception bioclimatique de l'extension (structure bois, béton de terre, rafraichissement naturel nocturne, protection solaire en façade, brique de terre crue) permet d'avoir un bâtiment moins consommateur d'énergie et plus responsable par le biais des matériaux utilisés.

Certains travaux sont prévus dans l'existant et comprennent la mise aux normes en termes d'accessibilité PMR de la zone publique, la création des galeries de liaisons au bâtiment extension (deux galeries de liaison au rez-de-chaussée et une au R+2) et la connexion du dépôt à son extension.

Impacts sur l'existant

L'un des impacts de l'opération sur l'existant est la **création des galeries de liaisons au bâtiment extension**.

La création de la **galerie de liaison rez-de-chaussée de la salle des pas perdus à l'extension** durera, à ce stade des études, 3 mois. Les travaux les plus bruyants seront la démolition de la façade côté patio et engendreront la neutralisation de 9 salles civiles (3 à 11).

La création de la **galerie de liaison rez-de-chaussée du bâtiment administratif à l'extension** nécessite la relocalisation des bureaux 63 et 65 (magistrat JAF et greffe) pendant 3 mois. A l'issue, il est recréé une issue de secours et deux bureaux (magistrat et greffe).

La création de **la galerie de liaison au R+2 du bâtiment administratif à l'extension** nécessite la relocalisation des bureaux 260, 262 (ordonnancement et greffier) et du local courrier pour une durée de 3 mois, exception faite du bureau 262 qui est à relocaliser de façon permanente. Il est recréé à l'issu des interventions sur l'existant deux bureaux de 25 m².

D'autres interventions sur l'existant seront menées, notamment lors de la **mise aux normes accessibilité PMR de la zone publique** et la **connexion du dépôt à sa future extension**.

Calendrier de l'opération

L'opération est portée par le groupement de maîtrise d'œuvre dont le mandataire est le cabinet d'architectes **B+A Architectes**.

Les études de conception se sont déroulées jusqu'en juin 2025.

Le planning prévisionnel de l'opération qui en découle est le suivant :

▪ Finalisation du DCE n°03	T2 2025
▪ Rédaction charte chantier à faibles nuisances	T3 2025
▪ Notification des marchés de travaux	T4 2025
▪ Début des travaux et du suivi environnemental	T1 2026
▪ Fin de chantier et du suivi environnemental	T3 2027

ARTICLE 2 – CONTENU DE LA MISSION

Le projet d'extension du tribunal judiciaire d'Evry se déroulera en site occupé.

La charte chantier à faibles nuisances devra appréhender les spécificités du projet, du site et ses utilisateurs.

Le tribunal judiciaire d'Evry est un site singulier, solennel, où Justice est rendue dans des salles d'audiences.

L'AMO environnement devra prévoir dans son offre, sans s'y limiter :

- **La rédaction d'une charte chantier à faibles nuisances**
- **Contrôle et suivi de la démarche**
- **La mise en place d'un plan de communication**

Dans un contexte de chantier en site occupé, en particulier dans une enceinte judiciaire où les usages sont sensibles (audiences, détention, confidentialité, sécurité), la communication est un levier essentiel pour anticiper, réduire et gérer les nuisances perçues.

L'AMO devra proposer, mettre en œuvre et animer une stratégie de communication claire, réactive et adaptée à l'ensemble des parties prenantes du site.

L'AMO nommera dans son équipe un référent gestion des plaintes (recueil et traitement).

1. Charte chantier à faibles nuisances

Etudes préliminaires :

- **Rappel de la réglementation.**
- **Comprendre les pré requis :** Appréhender les spécificités d'un tribunal judiciaire d'Evry.

Avec la Maîtrise d'ouvrage et les utilisateurs, définir les limites sonores à respecter, en fonction de la temporalité et du zonage (audiences, bureaux, ...).

- **Relevé des niveaux sonores ambiants à différents points stratégiques avant le début des travaux.**
- **Evaluation des pièces marché et du PIC :**
 - Identification des phases critiques ainsi que les zones à risque.
 - Anticipation des problématiques et prescription de solutions curatives (méthodologie, engins, phasage, équipements de confort type casques anti-bruit, bâches ou cloisons acoustiques ...).

Charte chantier à faibles nuisances :

La chartre proposée devra comprendre, sans s'y limiter :

- **Organisation du chantier et sensibilisation**
 - Sensibilisation du personnel
 - Information des riverains
 - Plan d'installation de chantier
 - Flux de chantier
 - Cantonnement
- **Gestion des déchets**
 - Aires de stockage et tri
 - Suivi des déchets
 - Déconstruction
- **Limitation des nuisances**
 - Sonores
 - Visuelles / Propreté
 - Faune / Flore
- **Limitation des pollutions**
 - Rejets dans l'eau et dans le sol
 - Rejets dans l'air
- **Réduction des consommations**
 - Energie
 - Eau

Communication - Relation avec les utilisateurs et les riverains :

- Organisation d'une réunion de restitution des études à destination des équipes de maîtrise d'ouvrage et d'œuvre : Présentation de la charte et de la méthodologie de suivi de chantier.
- Production d'un support de communication à destination des utilisateurs et des riverains pour présenter le projet, les mesures mises en œuvre pour limiter les nuisances et le référent en charge du recueil et du traitement des plaintes.

2. Phases DCE, ACT et VISA

- **Phase DCE :** Rédaction des clauses à intégrer au CCAP des entreprises relatives au respect de la charte à faibles nuisances, les modalités de contrôle pénalité et mesures correctives en cas de non-respect.
- **Phase ACT :** Analyse et notation du mémoire technique et des références des entreprises soumissionnaires, pour les sujets relatifs à la gestion d'un chantier à faibles nuisances, notamment les nuisances sonores.
- **VISA :** Etablissement de visas sur le PIC et les cantonnements, les engins utilisés et les méthodologies de limitation des bruits.

3. Suivi de chantier

Réunion de cadrage

Au démarrage de chantier, à destination de tous les intervenants et entreprises présentes sur le chantier.

Visites environnementales

Pendant toute la durée du chantier, réalisation d'un nombre de visites nécessaire au bon déroulement du chantier (a minima mensuelles, planifiées et impromptues), avec production de comptes-rendus.

Suivi des nuisances – notamment acoustiques,

Pendant toute la durée du chantier :

- Installation du système de surveillance adéquat aux bruits du chantier.
- Suivi des systèmes de surveillance : Enregistrements, alertes en cas de dépassement des seuils, transmission de rapports hebdomadaires.
- Calibrages et maintenances nécessaires.
- Dépose du matériel en fin de mission.

Accompagnement technique :

En cas de dépassement des seuils, pendant toute la durée du chantier :

- Orienter les entreprises dans leur méthodologie de travaux.
- Être force de proposition pour définir des mesures d'atténuation supplémentaires.

Communication – Relations avec les utilisateurs et les riverains

- **Etablissement d'un rapport** mensuel à destination des utilisateurs et des riverains faisant état de la qualité environnementale du chantier sur le mois écoulé (respect ou dépassement des seuils, mesures correctives effectuées et/ou à venir), planning des travaux à venir, nuisances prévues, mesures mises en place, points de vigilance, contact utile.
Rappel du process en cas de constatation d'anomalies, contact utile / référent.
- **Production d'un rapport final de suivi de la qualité environnementale du chantier** à destination de toutes les parties prenantes du projet.

ARTICLE 3 - CONFIDENTIALITE

Tout au long de l'opération, l'AMO veillera à ne pas diffuser aucune information relative aux choix stratégiques et opérationnels du projet, à son déroulement, étant entendu que l'activité judiciaire emporte une entière confidentialité. Toute information susceptible de :

- Favoriser un candidat potentiel pour les appels d'offres liés à l'opération ;
- Mettre en danger la sûreté du bâtiment ;
- Perturber les objectifs du plan de communication défini par le maître d'ouvrage notamment à destination des magistrats ou fonctionnaires est strictement proscrit.

ARTICLE 4 – ANNEXES

A - Clause environnementale : Optimisation des déplacements et véhicules propres

Afin de limiter l'impact environnemental des déplacements professionnels pendant l'exécution du marché, le titulaire (AMO) s'engage à adopter une organisation permettant de les optimiser.

Le titulaire peut à cet effet par exemple privilégier l'utilisation de transports en commun pour ses déplacements, la mobilité active aux transports en commun, les transports en commun au covoiturage, le covoiturage à la voiture solo, le train à l'avion... Il doit dans le cadre de sa politique d'optimisation des déplacements professionnels respecter les engagements qu'il a pris et présentés dans son mémoire technique. Le titulaire (AMO) s'engage à utiliser lors de ses déplacements des véhicules respectueux de l'environnement. Ainsi, a minima les véhicules dédiés à l'exécution des prestations doivent respecter les normes européennes d'émissions, dites normes Euro 6c pour les voitures et véhicules utilitaires légers. Les véhicules diesels ne sont pas autorisés. Les cartes grises des véhicules sont exigées avec l'offre et l'acheteur public contrôlera de manière aléatoire durant l'exécution du marché la cohérence avec les déclarations au mémoire technique.

B - Pour information, allotissement envisagé pour la consultation travaux :

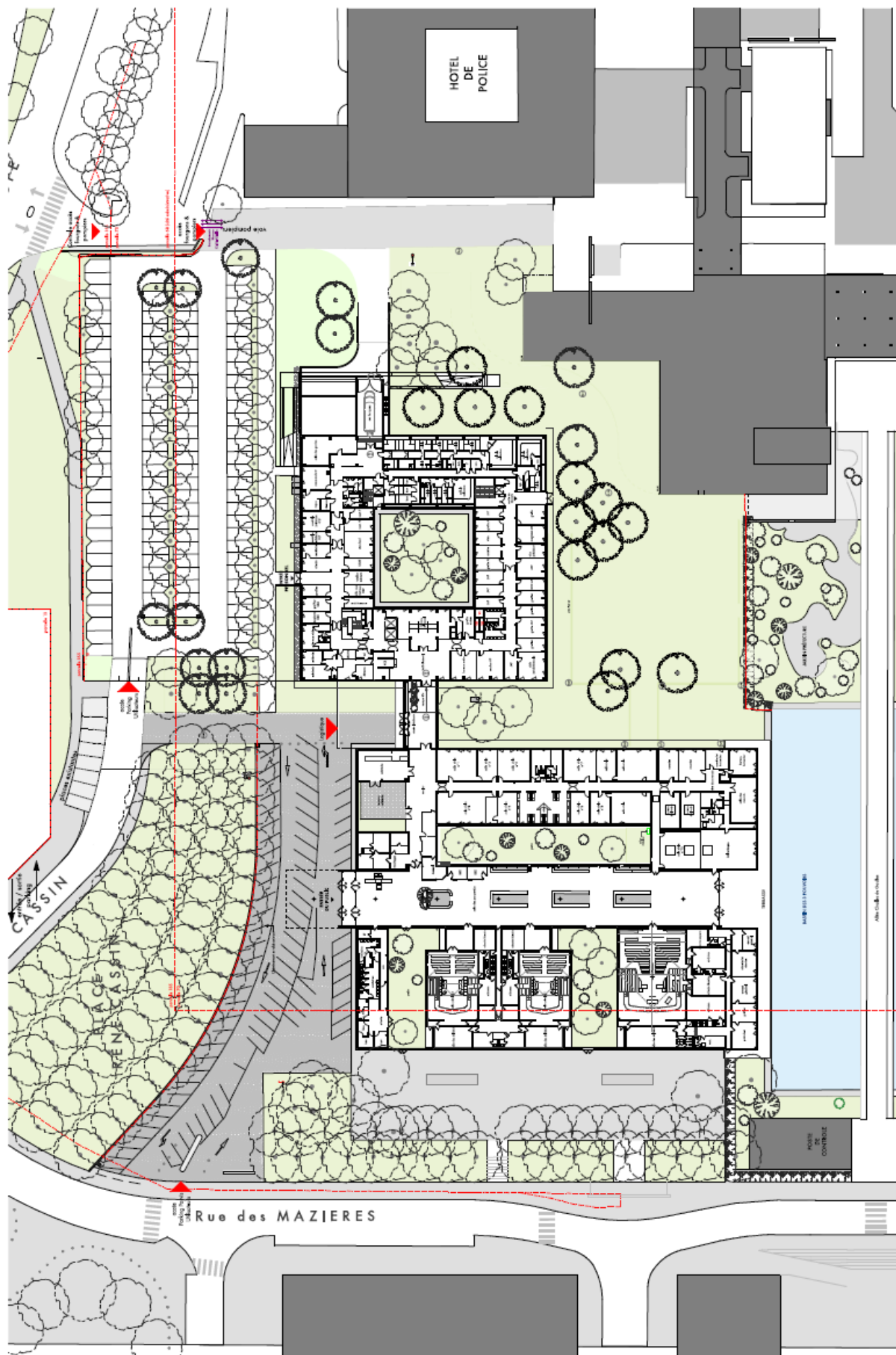
1. Installations de chantier
2. Désamiantage – Déplombage – Curage - Démolitions – Terrassements – Fondations – Parois périmétriques – Infrastructure – Superstructure béton – Béton de terre - Superstructure bois - Superstructure métallique (passerelle en bois en variante) - Briques de terre crue
3. Etanchéité
4. Couverture
5. Bardages – Façades opaques
6. Menuiseries extérieures bois - Occultations
7. Menuiseries extérieures aluminium – Occultations – Murs rideaux
8. Cloisons – Doublages
9. Métallerie – Serrurerie intérieure et extérieure
10. Menuiserie intérieure
11. Plafonds suspendus
12. Chapes
13. Revêtements durs de sols et murs
14. Revêtements de sols souples
15. Peintures – Signalétique
16. Plomberie - Chauffage – Ventilation – Climatisation – Désenfumage
17. Courants Forts – Courants Faibles – SSI – Sécurité – GTB
18. Appareils élévateurs
19. Voiries – Réseaux divers - Espaces verts

C - Plans et organisation du chantier :

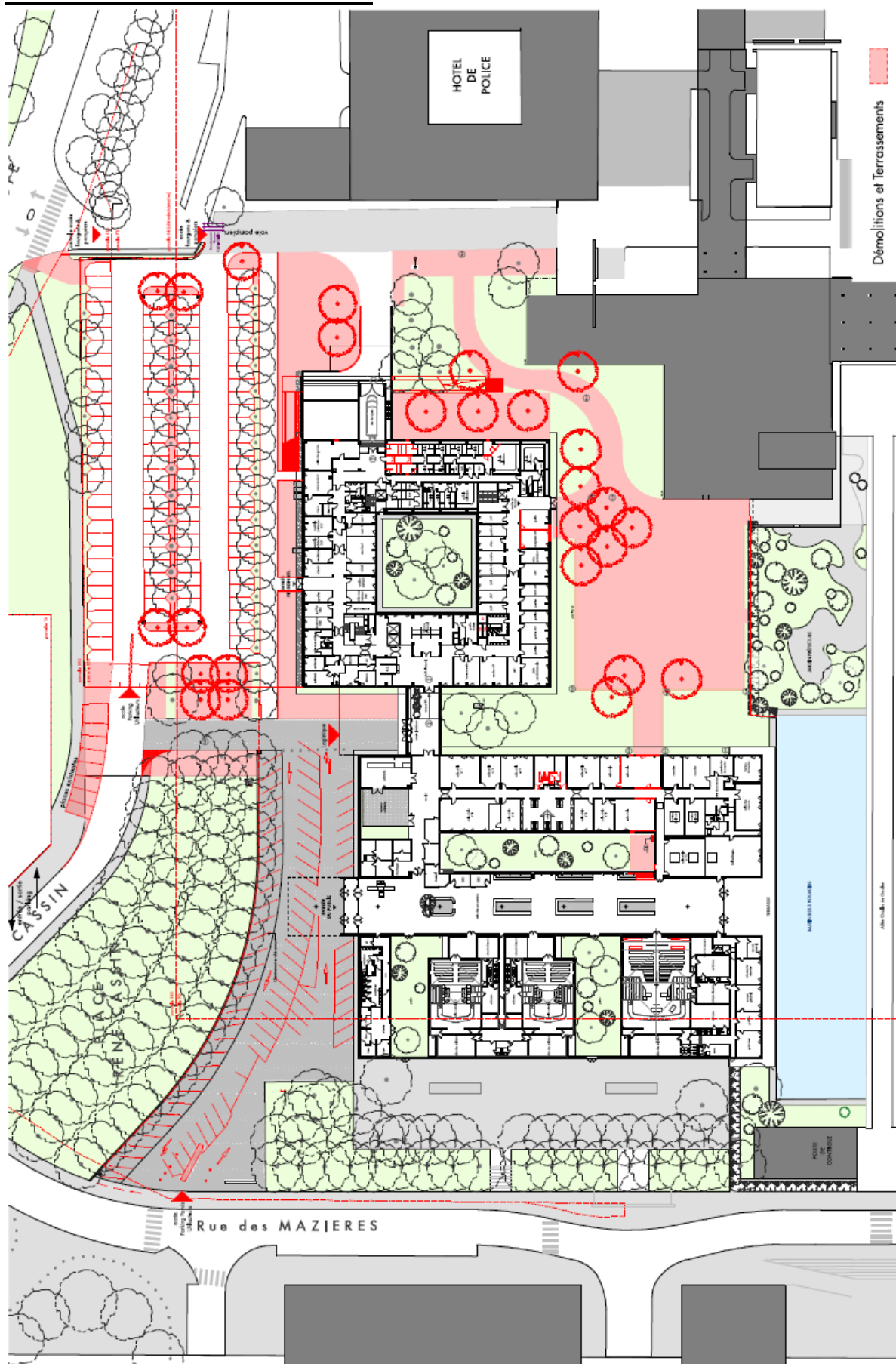
Vous trouverez à la suite, les plans suivants :

- RDC Existant
- RDC Démolitions & Terrassements
- RDC Constructions
- RDC Etat Final
- Phase 0 : Création accès Europe & sortie de secours
- Phase 1 : Création extensions
- Phase 1bis & 2 : Liaisons extension-existant
- Phase 3 : Travaux parking utilisateurs
- Phase 4 : Création parvis piéton & remise en état des accès
- Zones d'impacts sur l'existant des connexions des extensions

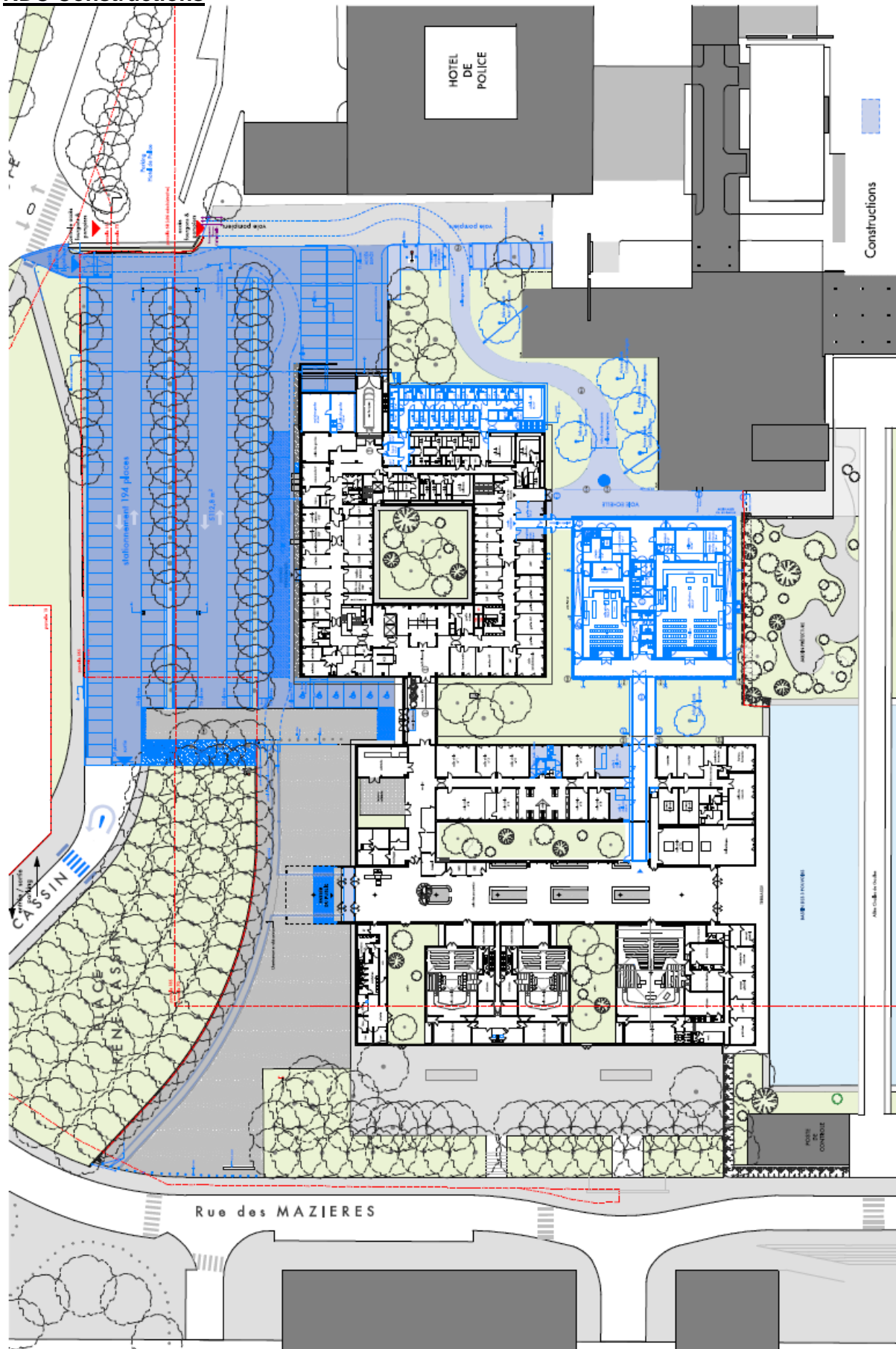
RDC Existant



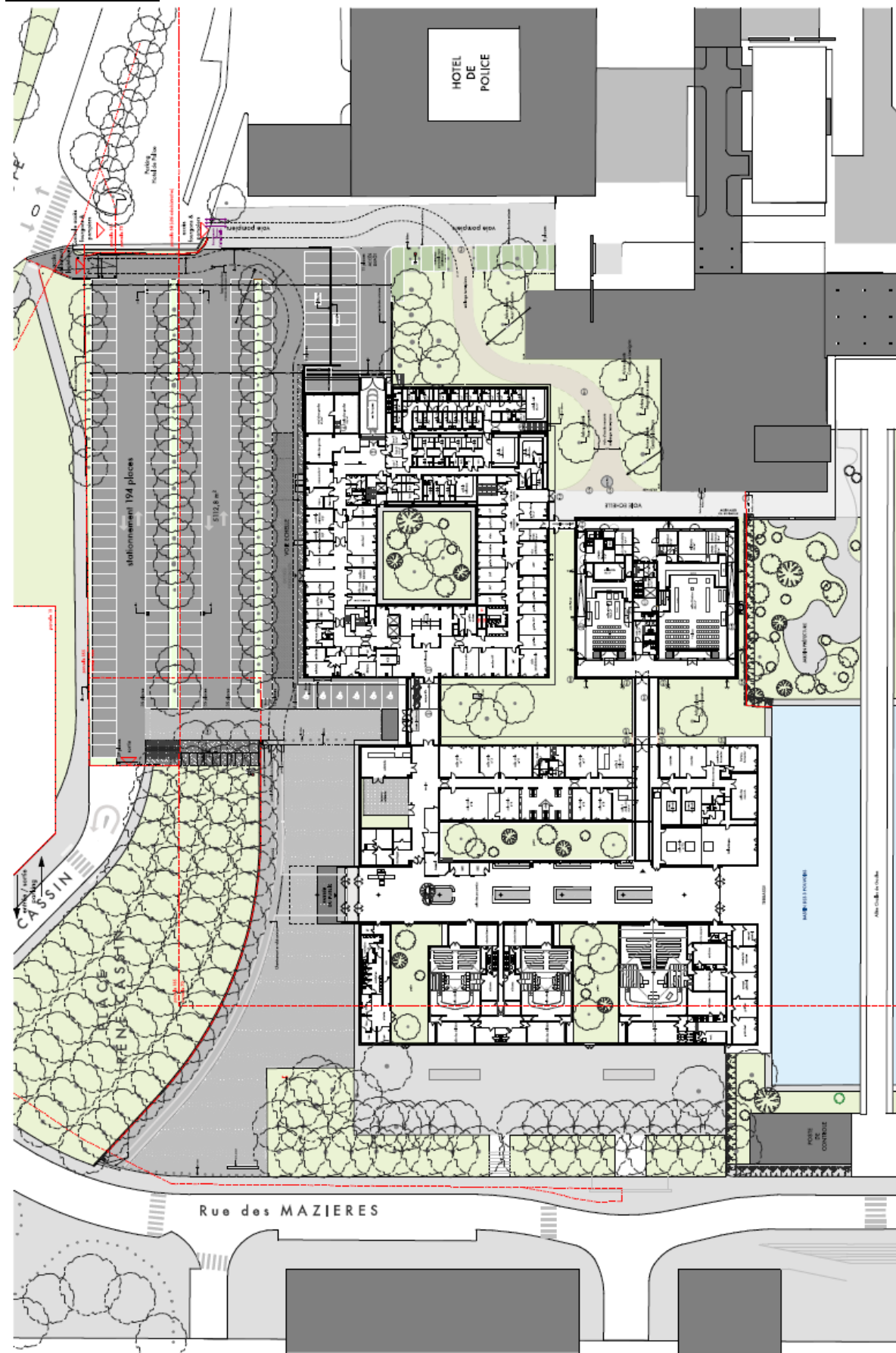
RDC Démolitions & Terrassements



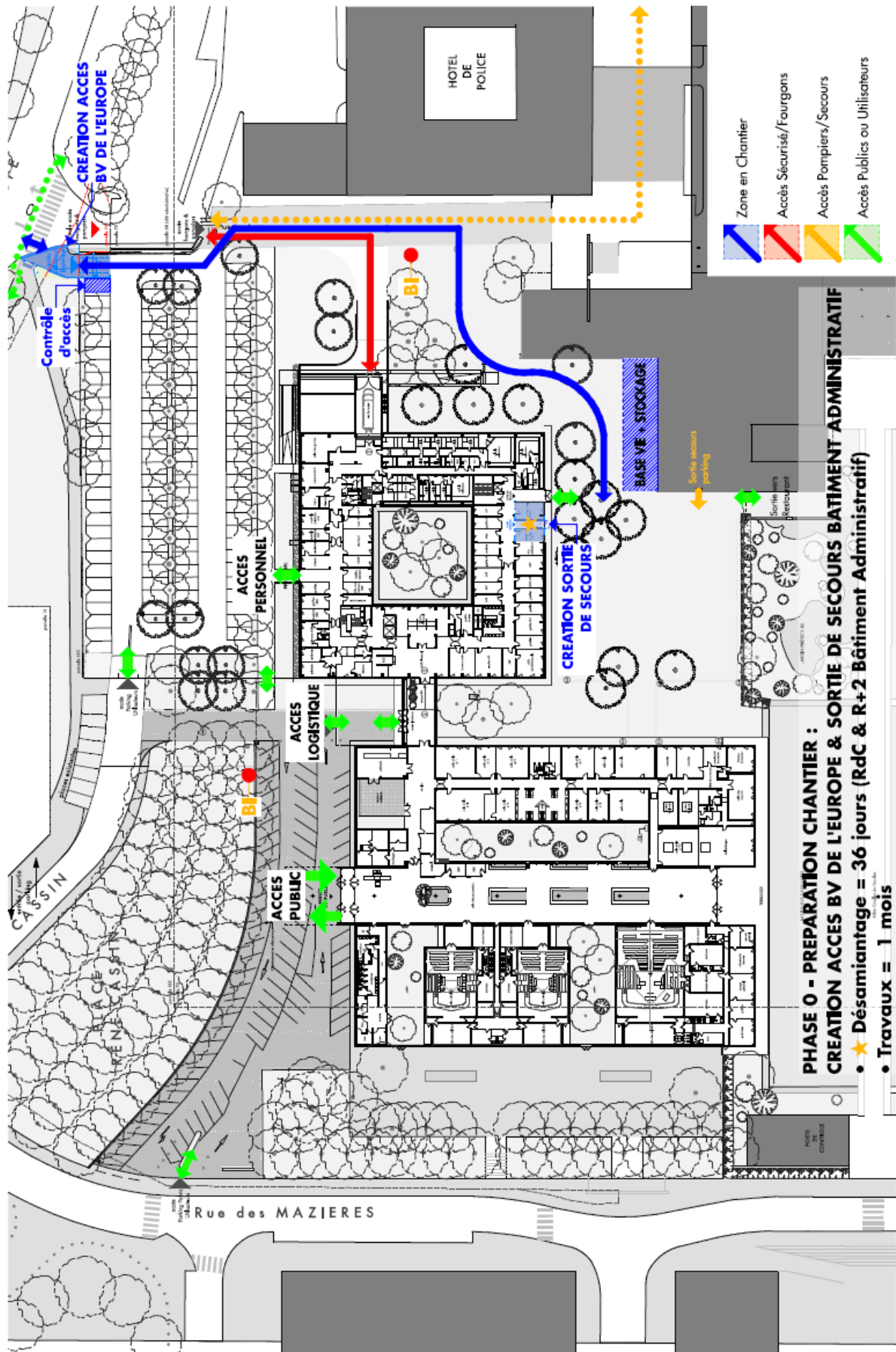
RDC Constructions



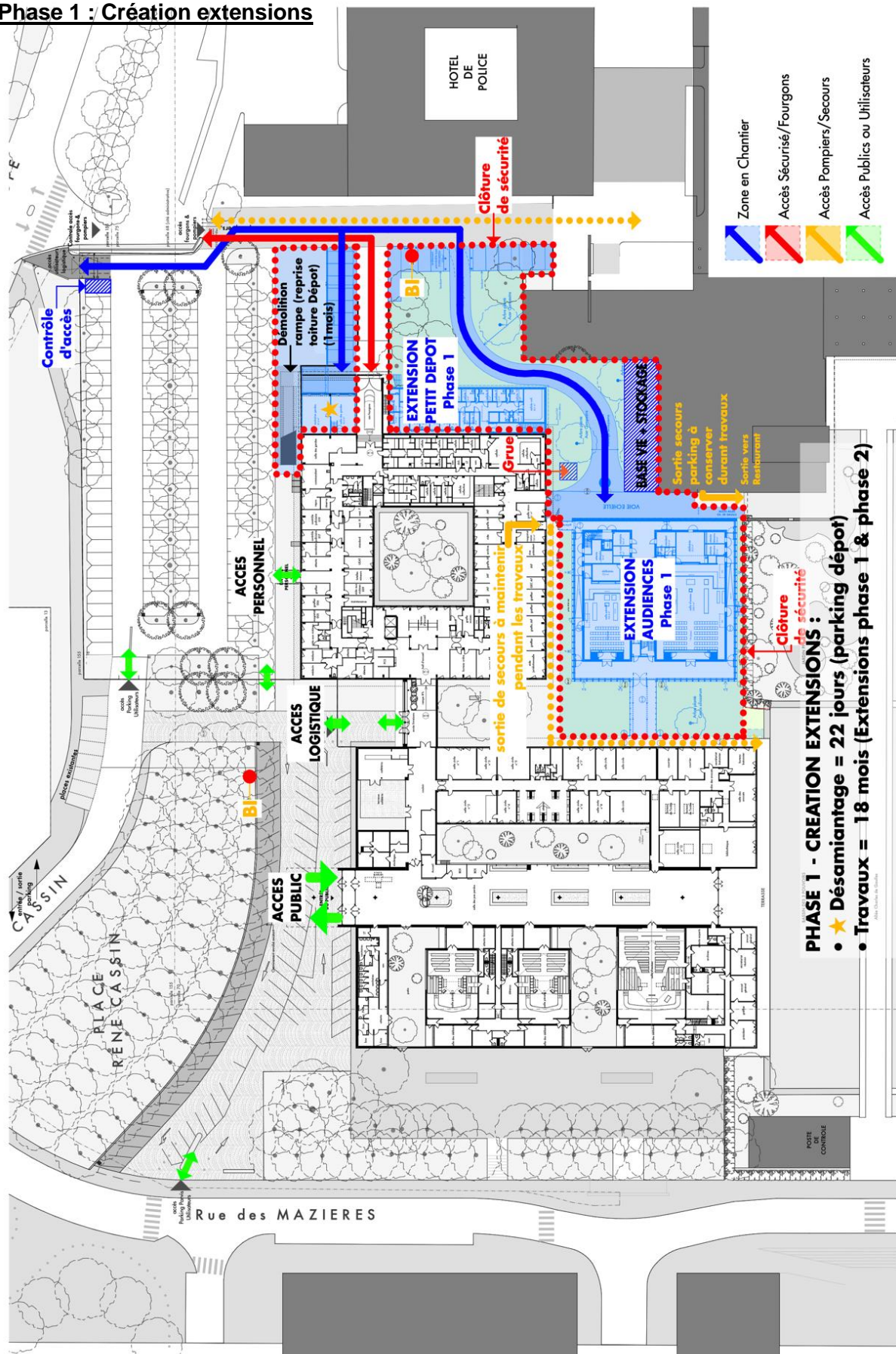
RDC Etat Final



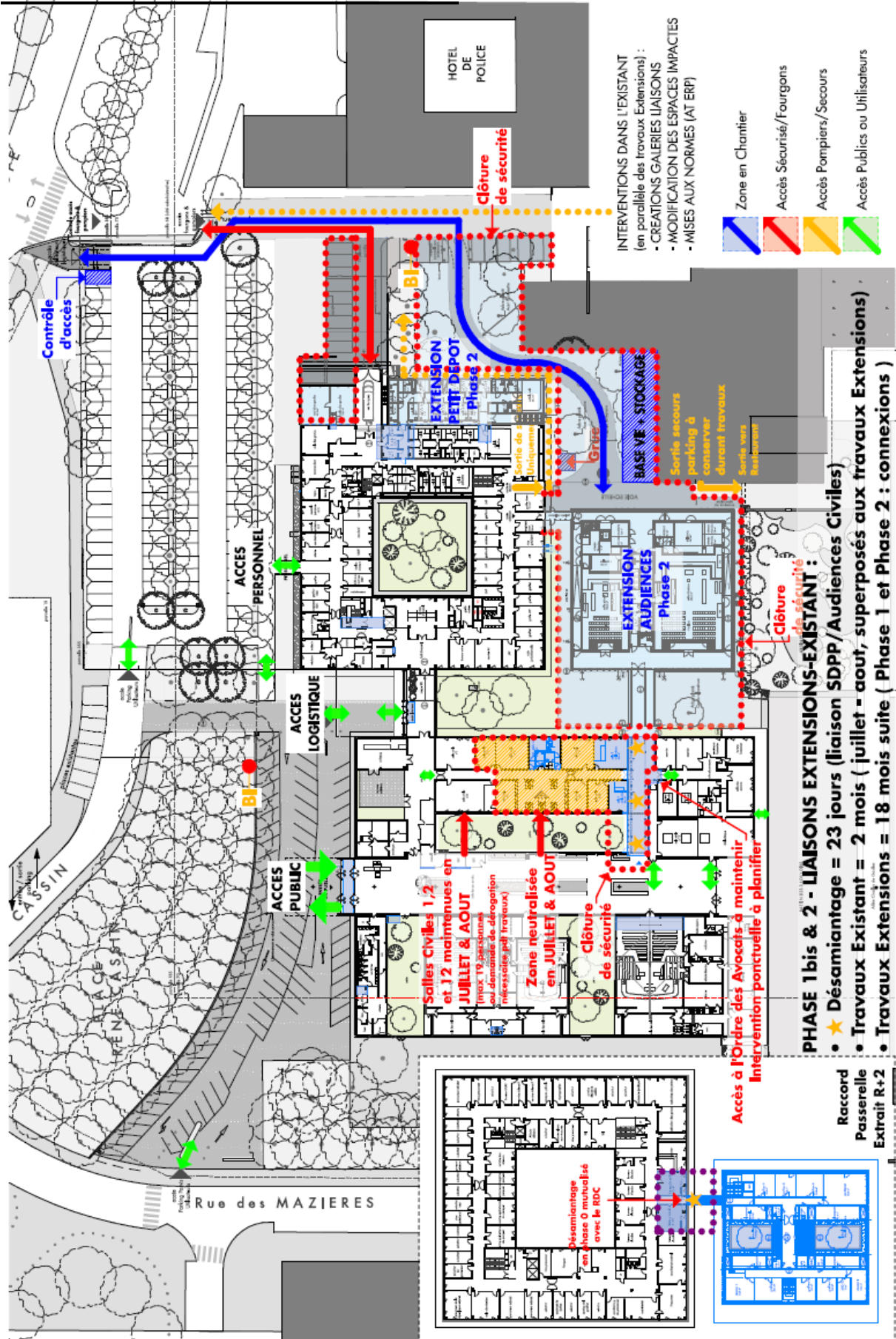
Phase 0 : Création accès Europe & sortie de secours



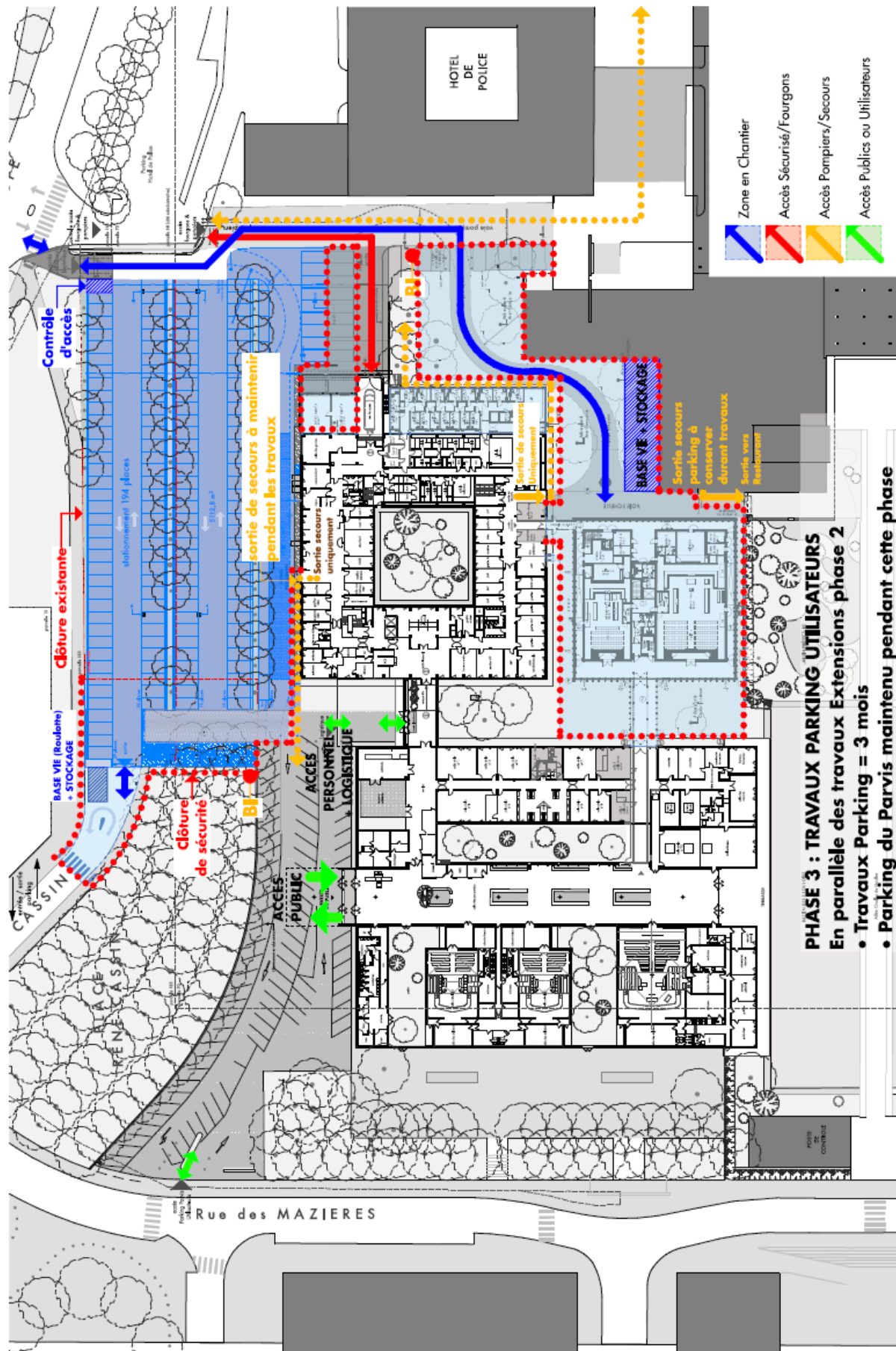
Phase 1 : Création extensions



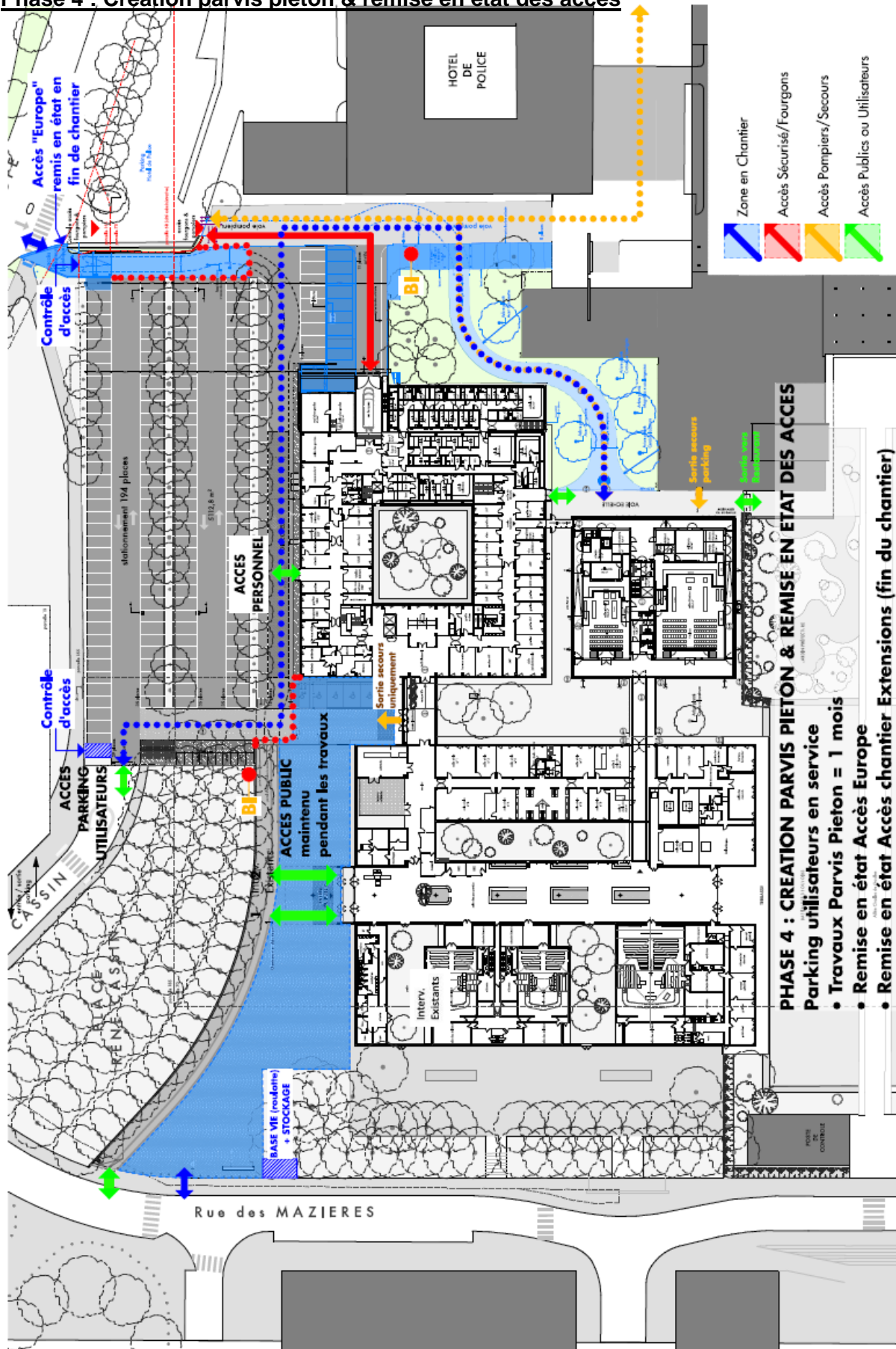
Phase 1bis & 2 : Liaisons extension-existant



Phase 3 : Travaux parking utilisateurs



Phase 4 : Création parvis piéton & remise en état des accès



18

